

Éric Penot, Franck Rivano et Jean-Claude Follin

Stratégies de diversification et développement alternatif à la culture de la coca en Amazonie colombienne

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Éric Penot, Franck Rivano et Jean-Claude Follin, « Stratégies de diversification et développement alternatif à la culture de la coca en Amazonie colombienne », *Économie rurale* [En ligne], 329 | mai-juin 2012, mis en ligne le 30 mai 2014, Consulté le 29 mai 2012. URL : /index3448.html

Éditeur : Société Française d'Économie rurale

<http://economierurale.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : /index3448.html

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Cet article a été téléchargé sur le portail Cairn (<http://www.cairn.info>).



Distribution électronique Cairn pour Société Française d'Économie rurale et pour Revues.org (Centre pour l'édition électronique ouverte)

© Tous droits réservés

Stratégies de diversification et développement alternatif à la culture de la coca en Amazonie colombienne

Éric PENOT • Cirad-ES, UMR innovation, Madagascar
penot@cirad.fr

Franck RIVANO • Cirad-Persyst, UPR Performance des systèmes de culture des plantes pérennes, Montpellier
Franck.rivano@cirad.fr

Jean-Claude FOLLIN • Cirad-CP, Mr Follin est décédé en 2006 et ce texte lui est dédié

L'objectif de cet article est de montrer, dans la problématique globale des cultures illicites des contreforts andins en zone amazonienne, les efforts entrepris en Colombie amazonienne, dans le Caquetá, entre 1998 et 2004 pour mener une politique de diversification des activités et de développement de l'hévéa comme alternative à la culture de la coca.¹

Historique et mise en perspective Rôle de la Colombie

La culture de la coca (*Erythroxylum coca* Lam. et *E. novogranatense* (Morris) Hieron, arbustes pérennes de la famille des Géraniacées) est très ancienne en Bolivie et au Pérou² et beaucoup plus récente en Colombie (depuis le début des années 1970). La colonisation espagnole tenta de l'interdire sauf dans les régions minières au Pérou (province de La Paz : Yungas). L'extension est par contre assez récente et débute vers 1960, avec une période de forte expansion dans la décennie 75-85 (boom de la coca), due principalement à une demande forte en Europe et aux États-Unis, un

contexte économique hyperinflationniste et l'existence de Républiques « cocaineras ». À partir de 1992, on observe un déclin en Bolivie³ et au Pérou et un fort développement concurrentiel en Colombie, dans des régions marginales au développement socio-économique limité, et ce en dépit de l'établissement de politiques officielles anti-drogue, dans un contexte de lutte entre l'État (l'Armée) et des groupes hors-la-loi armés, qui se financent grâce au narcotraffic – tels que les paramilitaires – (*Autodefensas*) et la guérilla (ELN et surtout FARC). Le rôle de la drogue dans l'extension territoriale des FARC en Colombie a été clairement démontré (Labrousse, 2004). Plus de 600 municipalités étaient contrôlées par les FARC en 1999 (Vanda Felbab-Brown, 2005).

En 2001, la situation est très contrastée suivant les pays. Au Pérou, la culture est très diffuse et concerne 25 départements et 16 vallées peu accessibles avec 34 000 ha en 2001, soit une très nette diminution des surfaces plantées en Colombie, la culture n'a jamais régressé et est passée de 45 000 ha en 1994 (zéro en 1970 !) à plus de 100 000 ha en 2001 avec une baisse des prix compensée par une intensification des cultures et le développement de grandes plantations intensives. En Bolivie, les zones de production

1. Les deux premiers auteurs ont directement travaillé en Amazonie colombienne entre 1998 et 2003, soit sous forme de mission (Penot) soit en poste (Rivano). Jean Claude Follin est décédé en 2006.

2. Depuis 4 500 ans. Les Incas la consommaient comme stimulant ainsi que pour des usages médicaux et divinatoires.

3. En 1986, il est estimé qu'en Bolivie la coca en tant qu'activité économique représente entre 53,6 % et 64,6 % du PIB (Dory *et al.*).

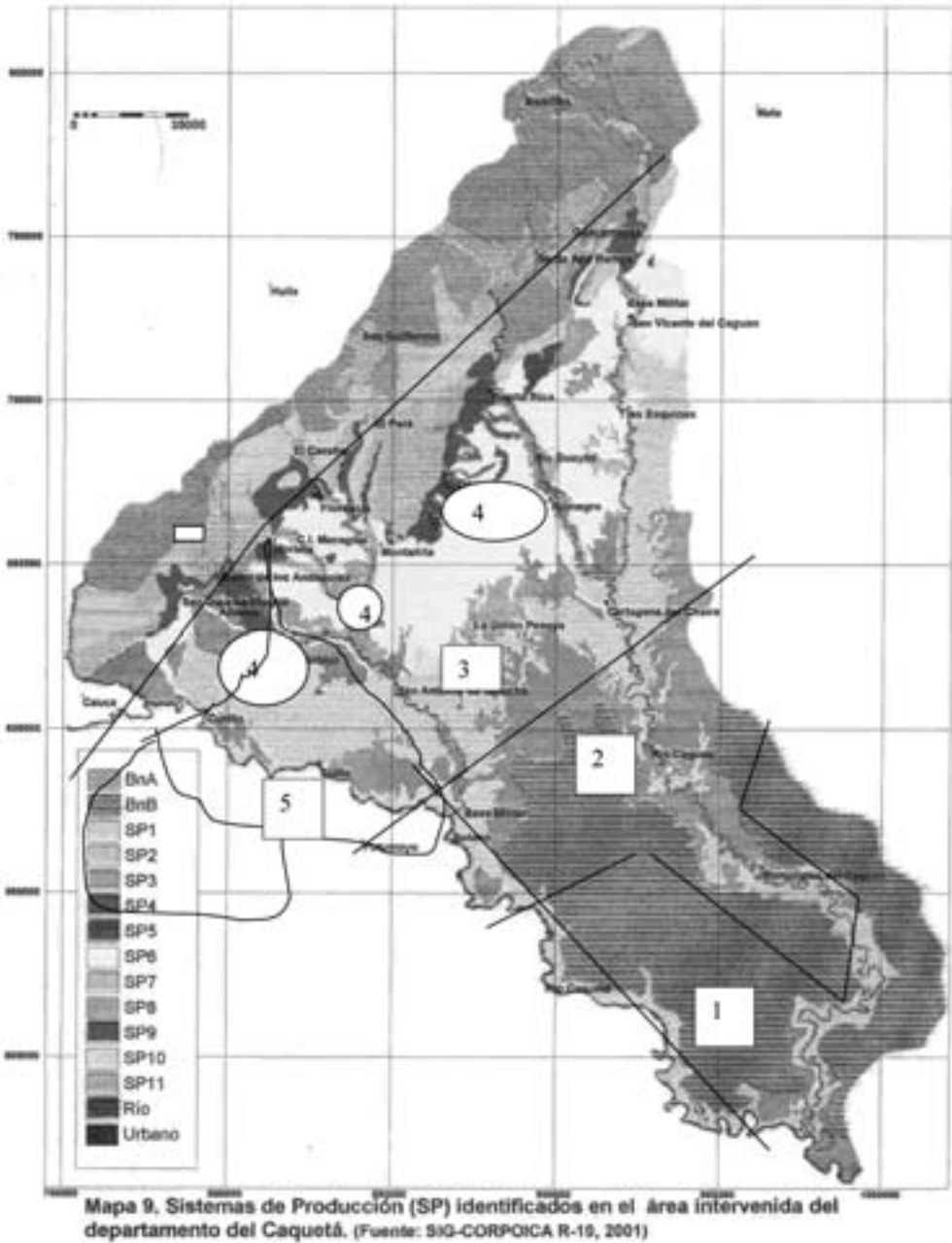
sont limitées à deux régions avec environ 10 000 ha dans la zone de culture traditionnelle. Dans tous les cas, la Colombie est le point de sortie « export » des productions des pays voisins.

En 2010 la situation a fondamentalement changé en Colombie. Le Gouvernement a décidé d'abroger en 2003 les accords de paix de 1999 qui avaient accordé une région grande comme la Suisse sous le contrôle des FARC (autour de San Vicente del Caguán, dans le Caqueta). La guerre reprend fin 2003 entre l'Armée, les narco-trafiquants de façon générale et les FARC en particulier. Parallèlement, une partie des milices paramilitaires sont démantelées mais celles-ci alimentent finalement les armées privées des narcotrafiquants. Si la situation s'améliore sensiblement dans certaines zones de Colombie, elle se dégrade très sérieusement en Amazonie colombienne qui devient une zone dangereuse de non droit, en pleine guerre. Un vaste programme de destruction des plantations de coca par intensification des fumigations (traitements aériens au *glyphosate*) est lancé à partir de 2002, aboutissant à un déplacement des plantations sur le second front de colonisation à l'est du Caqueta (*carte 1*), voire même au Brésil. Courant 2008, les FARC subissent de sérieux revers avec l'assassinat de plusieurs

de leurs dirigeants et leur situation devient très fragile.

Comme toute action depuis les années 1970, on ne règle pas le programme mais on le déplace : l'impact attendu peut être visible dans la région mais le problème demeure et frappe alors une autre région, un autre front pionnier (cas du Sud Caquetá et même du Brésil de l'autre côté de la frontière). La principale conséquence de cette situation dramatique sur le plan social réside dans le statut des petits producteurs, considérés alors par le Gouvernement et par les États-Unis, comme des hors-la-loi, prisonniers entre les deux logiques antinomiques des « narcos » (ex-marxistes ou milices d'auto-défense de droite) et du Gouvernement. Une des réactions des narcotrafiquants devant les fumigations, initiées dans les années 1990, a été également la diversification des cultures illicites, avec le développement de la culture du pavot dans les zones montagneuses couvertes par la jungle, peu peuplées et le plus souvent difficilement accessibles, même par hélicoptère. Le remplacement des cultures illicites repose sur un double problème : développer d'une part des alternatives économiquement intéressantes et socialement acceptables et limiter d'autre part la consommation dans les pays du Nord pour limiter la demande.

Carte 1. Zonage du Caquetá



Les projets de développement alternatif Contextes et objectifs

Les premières actions internationales pour le contrôle de la culture des plantes productrices de drogues (essentiellement le pavot, la coca et le chanvre) ont commencé au milieu des années 1970 en Asie sur la culture du pavot (au travers du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), elles se sont ensuite développées en Amérique latine sur la culture de la coca (création de la commission CICAD (Inter-American Drug Abuse Control Commission) en 1986 puis dans le bassin méditerranéen au début des années 1990 sur la culture du chanvre (programmes UE/MED). Le concept de base était celui des cultures de substitution. Les échecs répétés de ce type d'intervention ont montré que la lutte contre les cultures illicites n'était pas uniquement une affaire de développement de nouvelles cultures et qu'il était nécessaire de créer les conditions d'une véritable nouvelle économie agricole. Ainsi, le concept de développement alternatif a peu à peu émergé pour aboutir aux grands principes de base énoncés, en 33 points, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies du 8 septembre 1998. Ce concept est basé sur un ensemble d'activités intégrées (économiques, sociales, politiques) réalisées par l'État, la société civile et la coopération internationale, orientées pour produire des revenus, construire des infrastructures, et créer un nouveau contexte socio-économique et culturel, afin d'améliorer les niveaux de développement des populations des zones concernées par les cultures illicites et leur transformation. L'application sur le terrain a montré que pour l'Amérique latine sept points étaient particulièrement importants (Cabiese, Musso, 1999) : l'intégration et la diversification des moyens, la volonté et la participation des acteurs, la compétitivité sur le marché, la

volonté politique, l'interdiction et l'éradication des cultures illicites, les problèmes de sécurité, la coopération régionale et internationale et les problèmes économiques. Les répercussions du trafic de drogue en Colombie ont été analysées par Rocha Garcia en 2002. C'est bien la combinaison du changement des conditions politico-économiques nationales et régionales et des systèmes de culture économiquement fiables qui permet éventuellement des politiques de substitution opérantes. Une analyse économétrique réalisée par Moreno-Sanchez *et al.* (2003) a clairement montré que les politiques de substitution étaient inefficaces et amenaient à une culture extensive de la coca si elles n'étaient basées que sur l'éradication et si on ne pouvait pas diffuser un système de culture robuste et économiquement intéressant.

Difficultés et limites de l'application du principe de développement alternatif

Les grands principes du développement alternatif s'adressent essentiellement à la production familiale (qui représente la totalité de la production en Bolivie et au Pérou et la grande majorité en Colombie, incluant les surfaces sous contrôle des FARC et/ou des paramilitaires), et sont en théorie parfaitement applicables. Les producteurs appartiennent aux classes les plus défavorisées de la société, qui subissent une quadruple précarité : citoyenne (absence des services publics de base), foncière (absence fréquente de titre de propriété), économique (prédominance de l'autosubsistance) et sanitaire (une mortalité infantile élevée), caractéristiques des zones pionnières par ailleurs. Leur aspiration n'est pas de s'enrichir avec la coca mais de vivre décemment en tant qu'agriculteur si possible sans les violences sociales conséquentes. Ils ont conservé des structures de vie communautaire et d'aide permettant une mobilisation des organisations villageoises pour

l'amélioration des conditions de vie (Pouzoullic, 2002).

Dans la réalité, ces principes sont difficiles à mettre en œuvre du fait des rapports de force politiques qui empêchent le développement des actions les plus sensibles (contrôle des trafiquants, réformes foncières, organisation du crédit, etc.). Le développement alternatif se heurte à deux contraintes majeures. La première concerne la faiblesse des alternatives proposées : très peu de cultures peuvent concurrencer la coca qui a un triple avantage : une culture traditionnelle bien connue et climatiquement adaptée, un revenu assuré, une trésorerie facilitée par des récoltes échelonnées (3 à 4 récoltes par an, jusqu'à 8 en Colombie en intensif avec des engrais minéraux). On notera que l'hévéa, principale culture alternative dans le Caquetá, a pratiquement les mêmes caractéristiques (production étalée tout au long de l'année favorisant les problèmes de trésorerie et revenu élevé). La seconde concerne la capacité de la paysannerie locale à s'organiser face à la coercition et à l'éradication, dans un contexte d'absence d'alternatives viables, les forçant à s'organiser dans l'illégalité au prix d'une logique de violence sociale devenant souvent intenable à terme (Ibáñez, Vélez, 2003). Le refus de cette violence sociale est un des moteurs du changement et de l'abandon des cultures illicites quand celle-ci est considérée comme un prix trop lourd à payer (Ryes, 2005).

L'existence d'alternatives économiquement viables est donc un préalable impératif à tout changement de stratégie paysanne pour les communautés souhaitant s'affranchir de cette violence sociale. Il y a le plus souvent, historiquement, échec si on reste dans une conception strictement productiviste de l'agriculture et dans une logique de substitution avec l'impossibilité de trouver une culture dont les prix des produits seraient alignés sur le marché international, et qui donnerait des revenus, sinon équivalents à

ceux de la coca, tout au moins suffisants pour assurer les besoins essentiels⁴ en matière d'alimentation, de santé et de scolarisation des enfants (voir l'exemple du Chaparé en Bolivie, *encadré 1*, p. 68). Il apparaît que les projets de développement alternatif ont apporté des améliorations appréciables au Pérou et en Bolivie, en particulier dans les infrastructures avec un effet positif sur le développement agricole en général. D'autres facteurs contextuels sont cependant à intégrer devant l'échec global actuel en Amérique latine du développement alternatif (dans sa composante agricole).

En Bolivie et au Pérou, l'extension de la culture de la coca à partir des années 1960 a été concomitante du phénomène mondial de la monétarisation de l'agriculture des pays du Sud et du déclin du *latifundisme*. En Colombie, pays où se concentrent les productions des autres pays avant réexportation vers les USA et l'Europe (via l'Afrique de l'Ouest depuis les années 2000), le secteur de la production s'est développé de façon exponentielle en moins de 40 ans pour s'ajouter aux produits importés avec une diversification entre la cocaïne (années 1970) et le pavot (années 1990). La Colombie est passée en 35 ans de simple pays « intermédiaire marchand » (pour des raisons géographiques évidentes) au statut de pays producteur (diversifié !) en situation de monopole vendeur pour l'Europe et les USA.

4. Pendant les événements de septembre 2000, les producteurs de coca du Chapare demandaient l'autorisation de cultiver un quart d'ha de coca, ce qui correspond à un revenu brut de l'ordre de 400 à 500 US\$ (pour un prix de 1 \$ le kg de feuilles).

Encadré 1. L'exemple du Chaparé en Bolivie

Le Chaparé est aussi un lieu exemplaire d'observation car des sommes très importantes y ont été allouées pour le développement alternatif aux cultures de la coca, dans un premier temps par l'USAID⁵ (*United States Agency for International Development*) et plus récemment par l'Union européenne. Les stratégies de cette nouvelle forme de développement intégré ont ainsi eu le temps et les moyens de définir des projets et de les mettre en œuvre. Un premier bilan peut donc être établi. De l'avis de tous, il est pour le moins contrasté : il est incontestablement positif pour les infrastructures (moyens de communications, édifices sociaux, aide aux municipalités, etc.), il est par contre tout à fait négatif pour les tentatives de développer des productions agricoles alternatives à la coca amenant un revenu décent. La raison peut apparaître simple : aucune des spéculations agricoles proposées ne trouve de marchés⁶. Cependant, avant d'arriver à cette conclusion ultime, il n'est pas inutile de réfléchir sur les ambiguïtés d'un développement alternatif, qui prône l'intégration des actions, mais qui se retrouve inopérant sur le problème de la production agricole, de la même manière que les projets de développement de cultures de substitution du début des années 1980.

Source : Follin, 2001

On constate qu'il y a bien un problème de prix des produits de diversification et que l'approche de la production agricole sous la forme offre/demande régie par les règles du marché international conduit à une impasse : impossibilité de subventionner directement les cultures, ni de revenir à des règles contraignantes dans un contexte de risque de marginalisation par la mondialisation. De nouvelles pistes restent à explorer⁷... Nous en proposons une au chapitre suivant.

La lutte contre les cultures illicites doit intégrer l'évaluation des externalités très

négatives et très coûteuses⁸ (même si on ne sait pas toujours les quantifier) dans les domaines sociaux (sécurité, éducation, santé publique, etc.) et environnementaux : pollution par les produits de transformation, utilisation répétée de désherbants en aérosol extrêmement préjudiciables pour la santé des hommes comme le *glyphosate* (Ltd Monsanto) (Alvarez, 2008). Le développement d'autres cultures (ou productions comme l'élevage ou les activités de transformation artisanales pour les marchés locaux par exemple) permet de préserver ces biens publics, ce qui devrait donc être l'objet d'une reconnaissance. L'inscription de l'hévéa comme plante éligible pour le stockage de carbone dans le processus du Mécanisme de développement propre (MDP) pourrait ainsi ouvrir des voies de financement pour un retrait progressif des cultures illicites au profit des systèmes agroforestiers à base d'hévéa. Cela peut permettre d'établir une agriculture de type contractuel où le rôle des agriculteurs serait

5. *United States Agency for International Development* (Agence des États-Unis pour le développement international).

6. À l'exception toutefois de la banane pour laquelle il existe un marché limité en Argentine mais qui est une culture exigeante en connaissances techniques et en intrants, et qui est donc hors de portée de l'immense majorité des paysans du Chaparé.

7. Par exemple, pour de nombreux pays des régions chaudes, le concept de multifonctionnalité de l'agriculture, actuellement élaboré pour les pays de l'UE, peut constituer une nouvelle approche en offrant une double opportunité, d'une part pour le financement de leur développement économique et social, en liaison avec les accords internationaux en cours de négociation (par exemple au titre des émissions de gaz à effets de serre, de la protection de la biodiversité, etc.) ; d'autre part pour la rénovation de leurs politiques agricoles.

8. Selon l'ex-responsable américain de la lutte antidrogue, le général Barry McCaffrey, la drogue coûte aux États-Unis – en prévention, réhabilitation, répression... – 110 milliards de dollars par an et cause la mort de 52 000 personnes, 18 % des chauffeurs tués étaient sous l'emprise de la drogue et 68 % des délinquants interpellés en consomment (*Le Monde*, 1^{er} septembre 2000).

reconnu et gratifié, ce qui justifierait que de nouveaux mécanismes d'aide, dont la forme reste à déterminer, soient mis en place afin d'assurer aux paysans une amélioration significative de leurs conditions de vie. Mais, quel que soit le cadre retenu, il semble prioritaire de garantir des prix rémunérateurs pour les produits agricoles.

Mener une telle réflexion serait certainement une tâche longue et difficile. Des controverses sont déjà prévisibles, par exemple sur ce qui est quantifiable/normalisable ou non. Pourtant, poser ce problème permettrait peut-être au moins d'apporter des idées nouvelles dans un débat sur un développement qui, en définitive, se résume à deux exigences globales et fondamentales : la lutte contre la pauvreté et la marginalisation, et à une demande plus spécifique de lutte contre les commerces illégaux.

Le partenariat paysan en hévéaculture La diversification en système agroforestier

1. Milieu socio-économique et politique

L'Amazonie colombienne, zone de front pionnier (voir *carte 1*, page 66), est une région profondément troublée. L'État est relativement peu présent – hors des quelques villes – et se trouve en lutte continue avec les différentes forces en présence, à savoir les narcotrafiants et la guérilla (FARC). Si la culture « industrielle » de la coca date du début des années 1970 dans la région (Colombie, Bolivie, Pérou), c'est la Colombie qui a le monopole des laboratoires et du commerce de la cocaïne sur l'Europe et les États Unis. Le narcotrafic est une véritable filière possédant cultures, laboratoires, chaînes de commercialisation et de fournitures d'intrants, avions et aéroports, activités de couverture, bateaux jusqu'en Afrique de l'Ouest devenue la pointe avancée du marché européen (Guinée-Bissau). La guérilla, endémique dans tout le pays, complique la situation du fait de ses liens étroits avec les narcotrafi-

quants pour le financement de son armement. On parle alors de narco-guérilla.

L'armée tente de limiter les cultures de coca (par traitements aériens) et combat les actions de guérilla (les combats sont quelquefois situés à moins de 20 km des villes principales et l'usage de l'hélicoptère est généralisé). Les milices paramilitaires viennent ajouter à la confusion générale par un comportement violent et opportuniste, peu clair politiquement et sans aucune légitimité. Les paramilitaires sont eux aussi mêlés très intimement au narcotrafic. Le Gouvernement les a officiellement désarmés en 2006 mais ils restent localement puissants et se sont souvent reconvertis en armées privées pour les trafiquants. La logique politique (guérilla marxiste vs milices droitières de protection des riches) a largement laissé la place à une logique purement économique, particulièrement rémunératrice.

Le fait que certaines zones de l'Amazonie (en particulier la zone colombienne à l'est du Caqueta ou du Putumayo par exemple) soient des fronts pionniers ajoute également à cette confusion en créant des opportunités de travail et de culture pour les nouveaux migrants en progression permanente, le plus souvent pauvres et prêts à saisir toutes les opportunités de culture pour s'en sortir. Ceci créera, dans un avenir proche, des conflits certains entre communautés indiennes dont le statut et les terres sont protégés (*regados*) et le front pionnier des colons en constante progression vers la frontière brésilienne. Nous sommes ici dans « l'Amazonie des fleuves » et non des routes. Cette situation, déstabilisante pour les communautés agraires locales, aujourd'hui déstructurées, a porté préjudice au fonctionnement des institutions étatiques. Dans la région du Caguán, l'État a de fait partiellement abandonné ses prérogatives directes à l'Évêché de San Vicente, lui-même aidé d'une ONG, la CIFISAM, (Fund.Centr.Inv., Form.,e Inform.para el servicio Amazónico/Centro de Formación para Laicos).

Puis cette zone est devenue la zone contrôlée par les FARC, « donnée » par le Gouvernement dans le cadre des accords de paix de 2000 à 2004. Cependant, l'État souhaite continuer à intervenir, de façon indirecte, par les actions du type programme PLANTE⁹ ou PNDA/Plan Nacional de Desarrollo Alternativo (voir p. 73) où les agents de programme, les associations ou institutions locales, sont reconnus localement par les forces en présence (y compris la guérilla, qui n'est pas contre les actions de développement même d'origine étatique qui favorisent l'augmentation du revenu des communautés locales).

Notre constat est que si apparemment la faillite de l'État dans ces régions peut sembler flagrante, celui-ci peut encore intervenir de façon plus indirecte, via des institutions comme le programme PLANTE, dont le travail de terrain est reconnu et accepté par les forces en présence. Les liens entre PLANTE, le secrétariat à l'Agriculture et les associations de producteurs montrent que si l'État se désengage officiellement d'un côté, il revient de l'autre par des méthodes plus adaptées à la situation réelle sur le terrain.

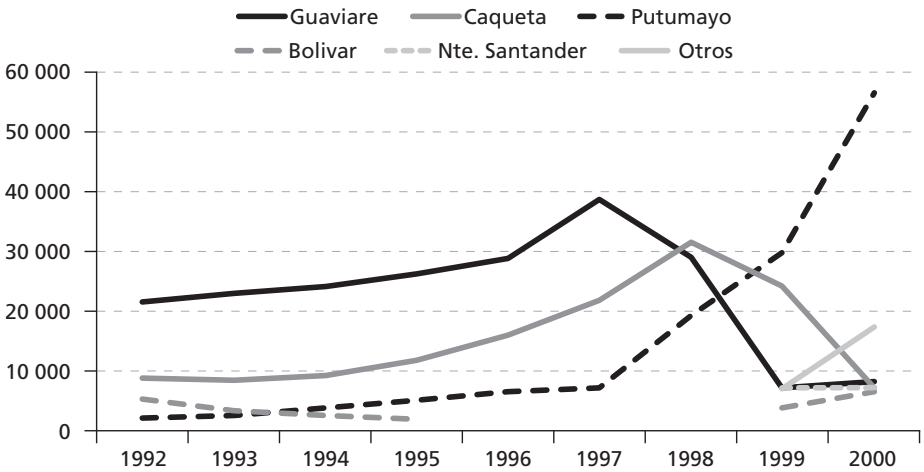
Les communautés locales tentent malgré tout de maintenir un certain dialogue social, soit par le biais des associations de producteurs (celle des producteurs de caoutchouc nous

paraît très dynamique à cet égard), soit par le biais d'ONG (CIFISAM) qui favorisent la restructuration et la conscientisation des communautés agraires. Il est donc essentiel de baser les activités futures sur ces communautés, en cours de restructuration ou consolidées, afin de pouvoir avoir des interlocuteurs fiables et motivés, ce qui est heureusement le cas dans les quatre départements de l'Amazonie colombienne (Caquetá, Guaviare, Putumayo, Meta). Ces organisations savent mieux que quiconque comment gérer sans heurt ce type d'activités avec les forces en présence. Le redémarrage violent de la guerre en 2005 peut malheureusement avoir détruit cet état de fait.

Si la coca a pu apporter des revenus non négligeables dans un premier temps, ce revenu ne semble pas aujourd'hui suffisant pour nombre de producteurs près des villes ayant d'autres alternatives et surtout ne supportant plus le coût social très important des cultures illicites ce qui est le cas des hévéaculteurs du Caquetá. Il existe d'une part une fluctuation importante des prix, effet indirect de la fumigation et, d'autre part, un coût social de la coca devenu inacceptable pour les populations locales qui souhaitent revenir à une situation de paix sociale, garante d'un bon écoulement des produits (caoutchouc, fruits, lait et viande principalement). La pisciculture, les cultures fruitières (en monoculture ou en systèmes agro-forestiers), les cultures de *palmito* (*Bactries gassipès*) pour le cœur de palmier, d'hévéa, et dans une moindre mesure de palmier à huile, offrent clairement différentes alternatives rémunératrices de développement agricole, et annoncent une solution élégante et soutenable de désengagement et de disparition à terme de ces cultures prohibées. Les producteurs de caoutchouc ont clairement pris conscience de l'impasse sociale, mais également économique, que représentent la coca et ses effets multiplicateurs de violence sociale. La Colombie en a une longue expérience avec ce que l'on appelle sur le plan historique et sociologique la *Violencia*.

9. Plante fut créé par le Gouvernement précédent celui de Alvaro Uribé : celui de Ernesto Samper (1994-1998) : « *In fact, the occasion for this auspicious gathering was meant to resurrect it. The only thing about drugs that everyone in Colombia agreed upon, from the government to the growers to the guerrilla, was that in order to get rid of them, farmers would need something else to do-something that paid. Dressed in shirt-sleeves, his hair sticking to his brow in the equatorial heat, Samper had chosen an open-air assembly hall at an agronomy institute to launch PLANTE: Colombia's National Plan for Alternative Development.* » Après Samper, Andrés Pastrana lui succéda à la présidence de la République, et on changea le nom de Plante en « PNDA (*Plan Nacional de Desarrollo Alternativo*) ».

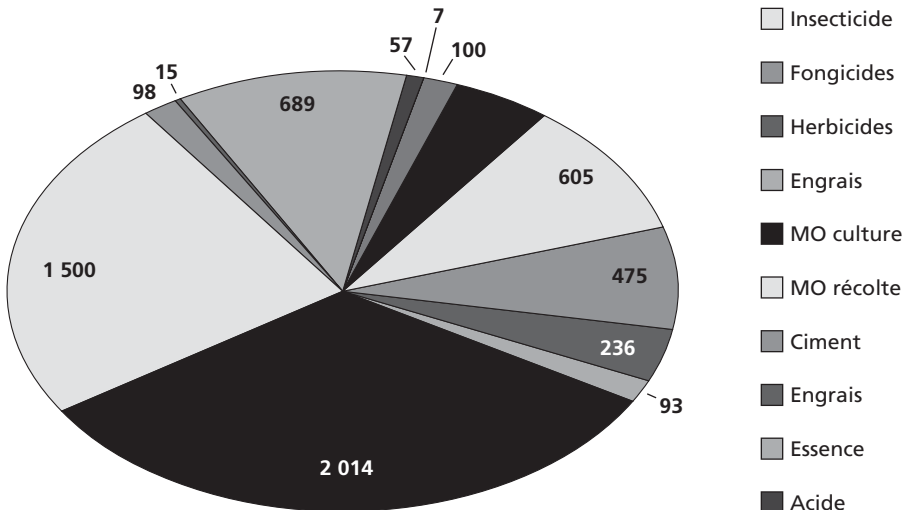
Figure 1. Évolution des surfaces de coca en Colombie entre 1992 et 2000



Ceci est d'autant plus vrai lorsqu'on se rapproche des centres urbains. En ce sens, la pacification autour de la région de Florencia dans le département du Caquetá (notre principale zone d'étude avec le département du Putumayo), peut constituer une zone démonstrative de la possibilité de récupération de la paix sociale grâce au développement de cultures alternatives pérennes suffisamment rémunératrices. Il est évident aussi que tant les narcotrafiquants que la guérilla, peuvent réagir à cet état de fait par une plus large répression, ou bien déplacer

géographiquement les cultures de coca vers les réserves indiennes du sud et de l'est. La proximité des frontières du Pérou et de l'Équateur, voire du Brésil, leur laisse une marge de manoeuvre hélas non négligeable. Nul ne peut prédire quelle sera cette réaction, surtout depuis le redémarrage de la guerre depuis 2005, mais l'histoire récente (années 1980 avec la lutte des cartels de Cali et Medellin) a montré la capacité des narcotrafiquants à réagir violemment contre toute atteinte à leur hégémonie. L'oligopole original des années 1970 a laissé la place à

Figure 2. Répartition des coûts de production/ha et/an de la pâte de coca en 2000



une atomisation sous la forme de petits cartels beaucoup plus difficiles à démanteler. Ce risque n'apparaît cependant pas comme majeur pour le développement hévéicole, du moins pour les superficies envisagées (30 000 ha dans tout le pays dont 10 000 à 15 000 ha en Amazonie), alors que ces superficies peinent à fournir la demande du marché local (usines à Bogota). La *figure 1* (p. 72) montre l'évolution des superficies de la coca dans le Caqueta en chute depuis 1995 au profit de la zone voisine de Putumayo (et des zones pionnières plus à l'ouest ou aucune statistique fiable n'est relevée).

La production annuelle d'un hectare de coca, avec 3 ou 4 récoltes par an, transformée sur place en pâte de base qui reste le produit vendu par les paysans transformateurs permettait en 2000 un chiffre d'affaires de 7 966 US\$/ha et une marge brute/ha de 1 784 US\$ ce qui est assez conséquent dans le monde tropical mais pas si important dans le contexte d'une économie colombienne assez développée (Uribé, 2000) (*figure 2*, p. 72). L'importance des coûts de production d'une valeur de 6 182 US\$/ha implique une avance de trésorerie particulièrement importante et souvent fournie par les trafiquants (avance de culture). Ces coûts se décomposent de la façon suivante : 80 % pour les frais de culture et 20 % pour les frais de transformation des feuilles de coca en pâte de base (main-d'œuvre extérieure salariée temporaire comprise). L'enjeu est donc aussi de trouver une culture de remplacement qui procure au moins 1 800 US\$ ha/an de marge brute, si possible avec un investissement en intrants moins important.

2. Le projet PLANTE

PLANTE (ou PNDA, *Plan Nacional de Desarrollo Alternativo*), était un programme présidentiel colombien, financé par la banque interaméricaine de développement (BID) et grâce à la coopération de l'agence américaine USAID, qui avait pour

objectif principal de proposer aux petits planteurs des zones concernées par les cultures prohibées, des options de cultures rentables, « soutenables » sur le long terme, et qui soient compétitives par rapport à ces cultures illicites. Pour la région amazonienne, l'hévéa fut considéré comme une option majeure de substitution à la coca. Le programme PLANTE a hérité des actions lancées dans les années passées pour développer la culture de l'hévéa dans cette région, en particulier par l'*Instituto Colombiano de Reforma Agraria* (INCORA) dans les années 1980, avec l'aide de l'Institut de recherches sur le caoutchouc (IRCA), intégré au CIRAD. En 1998, PLANTE a sollicité du CIRAD une première mission de diagnostic de la situation de l'hévéa en zone amazonienne. Une seconde mission de formation aux techniques d'expérimentation en milieu paysan, aux systèmes agroforestiers et de sensibilisation au suivi socio-économique des exploitations agricoles a été réalisée en octobre 1999. Ce programme de coopération du CIRAD a été renforcé en 2000 par la présence d'un chercheur permanent au sein de PLANTE. Une troisième mission en 2001 a permis de lancer les enquêtes de façon participative entre la recherche, l'association des producteurs d'hévéas et les institutions agricoles locales.

Deux points sont majeurs pour le programme PLANTE : la nécessité de sortir du cercle vicieux de la coca, pour entrer dans un cercle vertueux hors coca, et celle de trouver des alternatives aux cultures locales dominantes peu rémunératrices, telles que l'élevage en zone amazonienne. L'hévéaculture a permis de dégager dans le passé des revenus intéressants et suffisamment accumulateurs en capital pour investir dans d'autres systèmes de cultures ou d'élevage, en particulier la pisciculture. Cette culture de diversification a donc, elle aussi généré une diversification des systèmes de production. Le prix payé aux producteurs était très

Figure 3. Évolution du prix du Kg de caoutchouc naturel (TSR-20, feuille, et fond de tasse) entre mars 2002 et décembre 2006, prix locaux en pesos

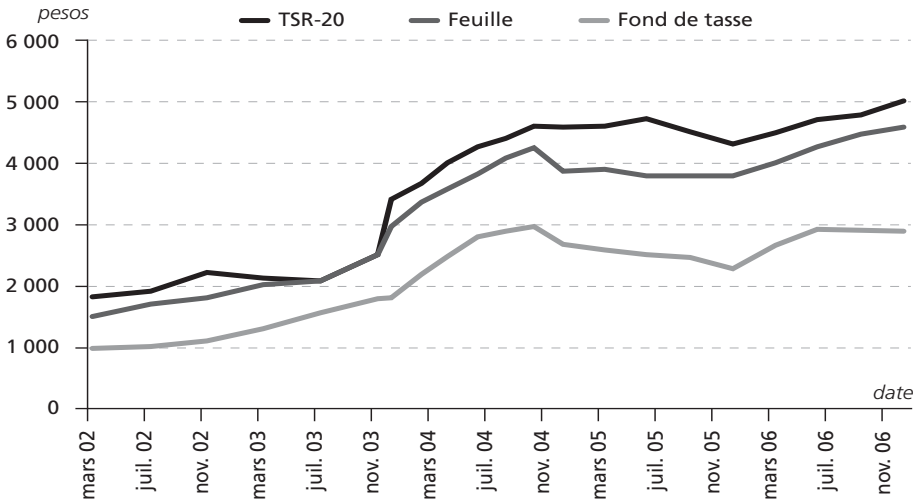


Figure 4. Évolution de la marge brute/ha/an pour un système agroforestier mixte hévéa-fruitier pour les 10 premières années et part de l'hévéa dans le revenu total du système

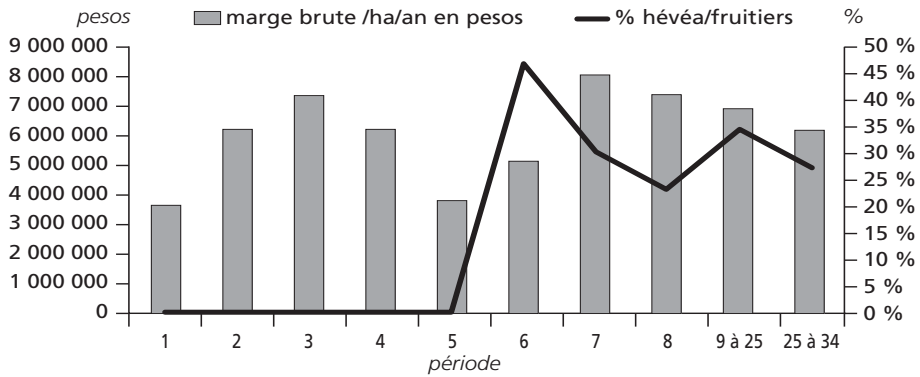
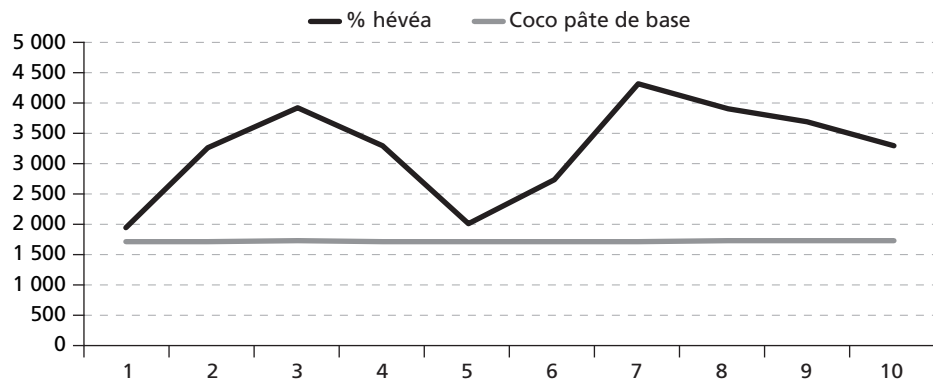


Figure 5. Évolution de la marge brute/ha/an pour un système agroforestier mixte hévéa-fruitier pour les 10 premières années et comparaison avec la coca en US \$ courant



faible de 1998 à 2001 en pleine crise des prix mondiaux du caoutchouc (1 900 pesos, soit 0,9 US\$) mais il était encore 1,8 fois celui du cours mondial générant des revenus jugés alors intéressants en 2002. Les cours sont remontés depuis 2002 et sont maintenant très attractifs, autour de 1,5 US\$/kilo (*figure 3*, p. 74). Un hectare d'hévéa peut alors ramener un produit brut de 1 200 US\$/ha au cours international en 2007, sur la base d'un rendement observé de 800 kg/ha (autour de 1 500 US\$ au cours local) alors que les charges opérationnelles sont quasi nulles en période de production, hors main-d'œuvre familiale), et de fait largement au dessus de celui de la coca. Le rendement d'une plantation d'hévéa peut raisonnablement être augmenté jusqu'à 1 000/1 200 kg/ha/an. Les systèmes agroforestiers combinent la production hévéicole et fruitière (*figures 4 et 5*, p. 74). Dans ce cas, la marge brute/ha/an est toujours supérieure à celle de la coca (en prix courant base, année 2000) ce qui est très attractif pour les paysans locaux. La contrainte majeure reste l'investissement important pour une telle plantation forestière (entre 1 000 et 2 500 US\$/ha selon les modalités de mise en œuvre) (*figure 5*, p. 74). Mais finalement, ces coûts d'investissement restent en deçà des coûts de production de la pâte. Le remplacement du financement des intrants par les narcotrafiquants et par des Institutions de microfinance (IMF locales) reste toujours possible.

Cependant, la majorité des agriculteurs locaux ont encore des systèmes de production basés sur l'élevage extensif. La terre n'est pas un facteur limitant, la majeure partie du Caquetá est encore un front pionnier. Il existe d'ailleurs deux fronts pionniers au centre et au sud de la région (voir *carte 1*, p. 66). Si l'Amazonie colombienne est une terre d'émigration, le travail n'est pas forcément un facteur limitant, mais son coût peut l'être. Le coût d'opportu-

rité du travail est de l'ordre de 5 à 7 US\$/jour (il peut monter à 10 US\$ pour le traitement de la coca). Avec la pisciculture et les cultures fruitières (dont le *palmito*), l'intensification est à l'ordre du jour pour un certain nombre de producteurs, et cette intensification se retrouve dans les systèmes agroforestiers à base d'hévéa et de fruits, encore embryonnaire, où l'hévéa fournit 60 à 70 % du revenu. Les systèmes agroforestiers hévéicoles impliquent une redistribution du calendrier de travail, plus régulière dans le temps, avec une collecte quasi journalière du latex et des périodes de récolte des fruits échelonnées selon les époques et les espèces. Une simulation montre qu'avec les prix base 2000, la valorisation de la journée de travail des systèmes hévéicoles est comparable à celle de la coca. Mais celles-ci peuvent bien sûr varier dans le temps en fonction de l'évolution des marchés. Si le marché fruitier est encore embryonnaire et difficilement prévisible (avec cependant une très forte demande urbaine en croissance), le marché du caoutchouc naturel est au beau fixe depuis 2003 et réserve de belles perspectives malgré les crises économiques américaines et européennes depuis 2008.

Il était ainsi nécessaire de connaître les caractéristiques des systèmes de production des producteurs ayant déjà développé des plantations d'hévéas (5 000 ha dans le Caquetá avec peut-être moins de 1 000 producteurs), afin de connaître les éléments qui ont déterminé et motivé leur volonté de diversification. Une série d'enquêtes de caractérisation des systèmes de production dans les départements du Caquetá et du Putumayo ont démarré en 2002 (Penot, 2001), mais ont été stoppées au redémarrage de la guerre contre les narcotrafiquants et les FARC en 2004. Il n'est donc pas possible en l'état de juger de l'impact de l'insertion des systèmes agroforestiers et de leur remplacement de la coca dans les systèmes de production locaux.

3. Le développement du caoutchouc amazonien en Colombie

Le caoutchouc sylvestre a été collecté depuis la fin du XIX^e siècle en Amazonie jusqu'à ce que le niveau important de défrichement fasse pratiquement disparaître cette ressource de collecte. Le bassin amazonien se caractérise par la présence de *Microcyclus ulei*, champignon responsable d'une maladie des feuilles qui a empêché le développement de l'hévéa dans cette région jusqu'à l'arrivée relativement récente de clones résistants ou tolérants d'origine brésilienne dont le potentiel de production est cependant inférieur aux clones classiques dits « orientaux » (autour de 1000 kg/ha de caoutchouc sec pour 1 500 en Asie du Sud-Est).

La pénurie de caoutchouc naturel aux États-Unis pendant la période 1941-1945 a permis, en Amazonie colombienne, le développement de petits aéroports et de certaines infrastructures pour évacuer le caoutchouc sylvestre tant demandé par l'industrie aéronautique en particulier. Les premières plantations se sont faites dès 1941 (Río Mira) sous l'impulsion de l'USDA (USA). Le développement reste embryonnaire jusqu'en 1964 quand l'INCORA et l'*Instituto de Investigaciones Tecnológicas* décident la plantation des premiers 400 hectares dans le Caquetá avec l'aide de l'IRCA/CIRAD¹⁰ (appui technique) et de l'USDA (graines issues du Guatemala), et la mise en place des premiers jardins à bois et pépinières. À partir de 1980, 350 ha entreront en production, avec l'aide de l'IRCA, répartis entre 36 familles (9,7 ha en moyenne par famille). À cette époque la coca était pratiquement inexistante (son introduction datant du milieu des années 70). Le développement initial de l'hévéa n'obéissait donc pas à une logique d'alternative, mais bien à celle d'une diversification centrée originellement sur la satisfaction d'une demande locale.

10. L'ancien département IRCA est devenu le programme « hévéa » du département CP en 1993, puis a été démembré en plusieurs UR en 2005.

Devant les bons résultats de cette première expérience, un programme plus ambitieux est lancé à partir de 1982 par l'INCORA, pour aboutir en 1985 à la plantation de 2 500 ha. Ce programme par contre obéit bien à une logique indirecte d'alternative aux cultures illicites, l'approche de base étant la redistribution et la valorisation des terres par le biais d'une politique de réforme agraire dont l'INCORA est l'opérateur. Le Caquetá est le berceau de l'hévéaculture en Amazonie colombienne. Parallèlement, l'INCORA initie la plantation de 98 ha en 1988 dans le Guaviare, 70 ha en 1990 dans le Putumayo et 80 ha en 1988 dans le Meta. L'action de l'INCORA s'arrête en 1993 et le développement hévéicole a été officiellement repris par le secrétariat à l'Agriculture et le programme PLANTE en 1995, mais il souffre d'un manque de coordination et d'organisation dans les actions techniques de chaque intervenant¹¹.

Les surfaces plantées en hévéas en 1997 dans les quatre départements amazoniens ont été estimées par PLANTE à 7 340 ha dont 5 500 sont des plantations viables en production. Le Caqueta représente 79 % des surfaces hévéicoles locales. Sur les 5 500 ha viables en 1997, la plupart des plantations ont entre 7 et 10 ans, et 865 ha sont en exploitation (dont la quasi totalité dans le Caquetá) pour une production totale de 700 tonnes, soit un rendement moyen de 809 kg/ha. L'âge moyen à l'ouverture semble être de 10 ans (normalement il est entre 5 et 7 ans selon les clones). La raison d'une forte proportion de parcelles non viables dans le Putumayo et le Guaviare ne nous est pas connue. Il est probable que le manque d'entretien (et de formation préalable des planteurs) soit responsable de ces

11. L'appui technique à INCORA, puis à PLANTE, a été principalement réalisé par le CIRAD (première mission en 1964), avec également les interventions ponctuelles de l'EMBRAPA (Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuária, Brésil) et d'un spécialiste guatémaltèque.

Tableau 1. Surfaces (en ha) plantées en hévées en Colombie (2002-2009)

Département	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 (estimation)
Antioquia	169	469	879	1 481	2 339	3 035	4 099	4 509
Arauca	67	67	67	67	67	67	67	67
Bolívar	0	0	50	50	100	130	130	280
Boyacá	0	0	0	0	0	0	0	150
Caldas	408	508	578	678	773	773	968	1365
Caquetá	3 588	3 738	4 670	4 678	5 664	6 864	7 150	8 450
Casanare	60	60	60	70	101	101	101	101
Cauca	0	0	120	120	120	120	120	120
César	0	0	0	0	0	0	0	400
Córdoba	0	0	30	386	919	1 061	1 840	2 024
Cundinamarca	236	236	281	311	567	682	721	893
Guaviare	494	584	652	772	1 100	1 100	1 486	1 783
Huila	5	5	5	5	5	5	5	5
Magdalena	0	0	0	0	0	0	0	50
Meta	638	1 397	1 438	1 528	1 744	2 794	4 058	5 558
Nariño	0	0	0	0	0	95	119	119
Norte Santander	15	15	165	165	165	165	165	165
Putumayo	385	626	1 226	1 226	1 226	1 357	1 804	1 984
Quindío	2	2	2	2	2	2	2	2
Santander	564	864	1 794	3 479	5 475	5 475	6 315	8 815
Tolima	140	140	160	210	300	330	379	417
Valle del Cauca	9	9	9	9	9	9	9	9
Vichada	7	7	7	7	107	682	250	275
Total	6 787	8 727	12 193	15 244	20 783	24 847	29 788	37 541

Source : producteurs et associations départementales

abandons. Aujourd'hui, la surface totale plantée au niveau national dépasse 10 000 ha, dont 1 500 ha environ sont en production (tableau 1).

4. La demande paysanne et l'entrée par l'hévéa

Des alternatives potentielles au système hévéicole « monoculture » ont été présentées en 1999 dans un but d'expérimentation participative pour mettre au point des systèmes hévéicoles agroforestiers locaux. Le travail a été organisé sous la forme d'un mini-workshop en petites équipes qui proposent des protocoles d'essai selon des bases partiellement expérimentées par les planteurs (Penot, 1999). Grâce à des systèmes de saignée et de stimulation peu exigeants en main-d'œuvre (d/4 par exemple, corres-

pondant à une saignée tous les 4 jours), et au développement de cultures pérennes associées à l'hévéa permettant de constituer des systèmes agroforestiers, il est possible d'améliorer considérablement la productivité du travail des plantations, et d'obtenir ainsi un système de culture compétitif.

Il existe potentiellement une vaste gamme de systèmes de culture possibles avec des cultures intercalaires annuelles, vivrières ou fruitières d'une part, et des cultures pérennes d'autre part. Les cultures intercalaires annuelles, vivrières ou fruitières, peuvent être réalisées pendant les 2 à 6 premières années (si l'on considère que l'ouverture se fera à 7 ou 8 ans dans les meilleures conditions ; voire 10 ans). Les cultures pérennes, et en particulier les frui-

tières, sont intéressantes car il existe un marché certain, en particulier pour le *palmito* ou *chontaduro* (selon son utilisation en fruit ou en cœur de palmier), et pour les fruitiers classiques de la région¹². Par exemple, si *Bactris gasipaes* est cultivé avec succès au Brésil pour la production de *palmito*, (expérience Michelin parfaitement maîtrisée dans le *Mato Grosso*), cette même espèce est de toute évidence à manier avec prudence à l'âge adulte pour la production de *chontaduro* (entre 3 et 15 ans). En effet, *Bactris* croît nettement plus vite que l'hévéa, le dépasse et peut tout simplement stopper sa croissance en quatrième année. La recherche des bonnes espèces et des densités optimales peut se faire via la mise en place d'une expérimentation en grandeur nature chez les petits planteurs, en faisant varier les densités de plantation, les types d'associations et les dates de plantation.

Un workshop participatif a été réalisé en 1999 avec quatre ateliers de travail de taille égale dans lesquels les participants ont fait des propositions de référentiels techniques et d'associations pour une expérimentation future afin de tester la faisabilité technique de ces propositions. La même technique a été appliquée ici sur la base d'essais potentiels préalablement discutés avec les chercheurs locaux partenaires de CORPOICA (la recherche colombienne). Chaque groupe a ensuite restitué en séance plénière ses résultats qui ont ensuite été discutés par le groupe entier. L'intérêt des pratiques agroforestières, en particulier de l'association hévéa + fruitiers amazoniens reposent sur les critères suivantes :

- diversification des sources de revenus ;
- flexibilité du système global en cas de

12. Des travaux en cours en Asie du Sud-Est (Indonésie et Thaïlande, projet SRAP/ICRAF-CIRAD) semblent montrer qu'il est possible de tolérer, sans baisse notable de production, des densités de 200 à 250 arbres associés par hectare en limitant les arbres les plus compétitifs par rapport à l'hévéa (cas des grands arbres).

baisse trop importante des cours de telle ou telle spéculation associée (en particulier le caoutchouc) ;

- optimisation de la productivité du travail,
- diminution du coût global d'entretien du système agroforestier (par rapport à deux monocultures) ;
- effet bénéfique des cultures intercalaires adaptées sur la croissance de l'hévéa pendant la période immature ;
- lutte anti-*bracharia* au moindre coût (le *Bracharia* en intercalaire induisant des retards de croissance et un retard à la mise en saignée de 2 à 4 ans) ;
- priorité en terme de croissance en période immature à l'hévéa.

Les espèces concernées sont présentées dans l'*encadré 2*, p. 79.

Il existe indéniablement une demande à satisfaire pour le bois d'œuvre et un marché local, voire national. Généralement ces arbres ne deviennent éventuellement compétitifs qu'en fin de production des hévéas. Le capital issu de leur vente peut généralement permettre le financement intégral des intrants nécessaires à la replantation. Ces espèces à bois d'œuvre peuvent être facilement intercalées entre les arbres fruitiers sur l'interligne, mais leur nombre devrait être limité en fonction de la croissance en hauteur et de la taille de la couronne à l'âge adulte. Les arbres à bois à croissance rapide (coupe entre 7 et 15 ans) sont intégrables dans les dispositifs mais avec des précautions pour limiter les phénomènes de compétition. Il existe apparemment des marchés qui restent à préciser. Ces espèces peuvent cependant être très agressives. Il sera souvent nécessaire de décaler leur plantation en deuxième ou troisième année. Des légumineuses de couverture non grimpanes peuvent être utilisées en protection du sol, en lignes anti-érosives sur courbe de niveau ou pour boucher les « trous » entre fruitiers telle *Flemingia congesta* ou des plantes similaires.

Les légumineuses arbustives locales (*Albizzia falcataria*, Cambullo (*Erythrina fusca*) sont visiblement trop agressives y compris *Flemingia macrophylla*. De même, les arbres à croissance trop rapide du type *Acacia mangium*, *Gmelina arborea* sont à éviter. Si le thème est intéressant en lui-même en termes de mesure de réhabilitation de sols compactés par élevage par exemple, il n'est cependant absolument pas adapté à l'hévéaculture, comme nous l'ont montré les visites de l'essai (1999 et 2001) de la station de Macagual (Caquetá).

La *figure 3* montre les revenus attendus d'un système agro-forestier hévéa et fruitiers, calculés sur la base des productions actuellement existantes dans les quelques parcelles agro-forestières observées dans le Caquetá. La part de l'hévéa dans un tel système est située entre 35 et 45 % de la marge totale selon les périodes.

5. Le contexte d'intervention depuis 2002

Le Gouvernement d'Alvaro Uribe, à partir de la fin 2002, sous l'impulsion des États-Unis qui financent la guerre contre le narcotrafic, a orienté la lutte contre les cultures illicites vers une politique de répression plus forte (Restrepo *et al.*, 2003). Le programme de développement alternatif passa au rang de sous-programme, au sein du nouveau Plan Colombia (90 % des dépenses ont alors été allouées aux dépenses militaires pour financer la guerre). Les projets de développement alternatifs en cours, à base d'hévéa, dans le Putumayo et dans le Caquetá, se sont vus amputés d'une partie de leur budget, notamment ceux destinés à l'assistance technique et à la recherche d'accompagnement, pourtant nécessaire pour le développement d'alternatives intéressantes comme celles basées sur les

Encadré 2. Identification des meilleures combinaisons possibles potentielles comme base d'expérimentation (en italique les plus potentiellement intéressantes)

Cultures intercalaires temporaires (entre 2 et 5 ans)

- Banane, ananas, *cocona* (*Lulo amazonico*), légumes, pastèque, manioc, plantes médicinales (pour marché local) : « uña de gato », *Calendula officinalis*, *Valeriana sp.*, ...
- En protection ou pour boucher les trous pour éviter le développement de *Imperata* : ou en lutte anti-érosive : *Flemingia congesta*.
- Cultures vivrières (*pancoger*) si le revenu est suffisant.

Cultures fruitières permanentes

- Strate inférieure : arazá, copoazú, borojó, citrus, sapotille, maracuja.
- Plantes à épices: le poivrier (*Piper nigrum*), culture pérenne grimpante.
- Strate moyenne (niveau hévéa) : chontaduro/fruit, palmito, *uva caimarona*, avocatier, mango, mangoustan, papaye, tomate de árbol, Castaño del Caquetá, anones (*rollinia spp.*), bacurí (*Enipa americana*), guaraná (*Paulinia capona*).

Remarques : le *palmito* avec récolte des cœurs peut être planté dès la première année (technique Michelin ou Guatemala). Par contre, l'utilisation du chontaduro en production de fruit, très agressif, impose de le planter en deuxième ou troisième année : ceci reste à déterminer : pour limiter les risques de compétition. Le fruitier *uva caimarona*, est également à planter entre la deuxième et la quatrième année.

Ces thèmes peuvent être développés dans un questionnaire spécifique sur les systèmes de culture hévéa agro-forestiers, en complément du questionnaire sur les exploitations agricoles.

Arbres à bois de qualité

Abarco (*Cariniana piriformis* Saman (*Samanea samar*), Teck (*Tectonia grandis*), Nogal (*Cordia alliodora*), Peine mono (*Apeiba aspera*), Ahumado (*minguatia guineensis*), Cèdre (*Cedrela odorata*), caoba (*switenia macrophylla*), Achapo (*Cedrelinga sp.*), Capirona, Sange toro (*Virola sp.*).

systèmes hévéicoles. La durée des projets se trouvait raccourcie à 2 ou 3 ans au lieu de 5, alors que la pression du Gouvernement et des bailleurs de fonds américains pour l'éradication de la coca augmentait. À cette contrainte viennent s'ajouter quelques erreurs de « fumigation » ayant touché plusieurs paysans reconvertis à l'agriculture licite et bénéficiaires de ces projets; ces traitements aériens étant réalisés par des avions pourtant équipés de GPS et parfaitement renseignés sur les parcelles de coca à traiter.

Nous avons pourtant essayé, avec nos collègues du programme PLANTE, de développer un concept nouveau : le « *nucleo* libre de coca ». Il s'agissait en fait de faire accepter par une communauté paysanne donnée, le principe de l'éradication volontaire, sur l'ensemble des exploitations la constituant, de manière à garantir qu'une surface totale, pouvant aller de 500 à 1000 ha, pouvait être exempte de coca. Ce but pouvait être facilement atteint car les paysans dans cette région possèdent des exploitations de 50 ha environ en moyenne. De telles zones vraiment débarrassées de leurs cultures illicites, pouvaient être géoréférencées lors d'une vérification sur le terrain, et ainsi défendues par les fonctionnaires de PLANTE auprès des autorités, afin qu'elles ne soient pas traitées par voie aérienne. Malheureusement il fut souvent difficile de convaincre certaines personnes du bien-fondé de cette initiative pour la communauté, vouant ainsi à l'échec l'éradication volontaire collective, malgré une forte motivation d'une majorité de paysans. Nous avons également déploré la présence de quelques paysans, louant des petites parcelles de moins de 3 ha situées au milieu des autres agriculteurs, et utilisant cette structure en « noyau libre de coca » pour s'abriter de la fumigation.

Conclusion

L'adaptation des populations du Caquetá aux contraintes locales sociales et techniques est remarquable tant dans les zones pionnières, où la coca est reine, que dans les zones plus stabilisées, autour des villes comme Florencia par exemple (zone est de la province principalement sur les contreforts andins). Si la coca constitue la porte d'entrée classique et rémunératrice des paysans pauvres des fronts pionniers, la demande a fondamentalement évolué dans les zones au foncier stabilisé de colonisation plus ancienne, avec un coût social de la coca jugé inacceptable et la volonté de revenir à des spéculations moins risquées, politiquement moins sensibles et non génératrices de processus de violence sociale. L'exemple de l'association des producteurs du caoutchouc et les efforts entrepris pour améliorer les itinéraires techniques des systèmes agroforestiers à base d'hévéas et leurs performances économiques pour être compétitif avec la coca sont révélateurs d'un fort dynamisme, de la forte capacité de mobilisation sociale et des processus d'innovations de cette région qui souhaite éliminer les conséquences sociales désastreuses de la coca. La viabilité économique des systèmes agroforestiers à base d'hévéa et l'existence de producteurs locaux d'hévéa ayant déjà une compétence dans cette culture ancienne mais encore peu développée sont des conditions favorables à une extension au détriment des surfaces en coca.

Si la reprise de la guerre fin 2003 a momentanément stoppé le processus, encore que nous ne pouvons pas vérifier si ce dernier continue sur sa lancée de façon endogène (ce qui a été le cas dans les périodes précédentes), il reste cependant un espoir important de diversification réussie

et de possibilité de sortir du cercle vicieux de la coca, du moins pour les hévéaculteurs locaux. Si la politique de répression (incluant la fumigation dont les effets sont pour le moins controversés (Takatian, 2003) a eu les résultats escomptés et un affaiblissement notable des narcotrafiquants, des FARCS et du rôle des paramilitaires, on a en réalité déplacé le problème plus à l'ouest vers les zones pionnières et la frontière brésilienne. Tous les efforts de remplacement des cultures illicites, dont les politiques centrées sur l'offre, ne pourront donner de résultats probants que si on réussit à diminuer la demande de façon

notable dans les pays consommateurs mais ceci est déjà un autre problème. Les politiques de substitution ne peuvent pas résoudre seules le problème si elles ne sont pas accompagnées parallèlement d'une baisse de la demande dans les pays consommateurs.

Si la priorité a été clairement donnée à la répression et à l'affaiblissement des forces anti-gouvernementales en présence dans la décennie 2000, on peut espérer de nouvelles priorités vers le développement des alternatives de type agroforestières dans la décennie prochaine dans un contexte politique et social plus sécurisé. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alvarez Maria D. (2007). Environmental damage from illicit drug crops in Colombia. *Extreme Conflict and Tropical Forests. World Forests*, vol. 5, p. 133-147.
- Cabieses H., Musso E. (1999). *Desarrollo alternativo y desarrollo rural. Debate sobre sus limitades y posibilidades*. IICA éd. Lima, 299 p.
- Dory D., Roux I.-C. (1998). De la coca à la cocaïne : un itinéraire bolivien. In « Drogue et reproduction sociale dans le tiers monde », coll. autre part, Édition de l'Aube/Orstom, p. 21-46.
- Ibáñez A.-M, Vélez C.-E. (2001). *Forced Displacement in Colombia: Causality and Welfare Losses*. The World Bank/LAC/PREM. Washington.
- Follin J.-C. (2001). *Réflexion sur le développement alternatif à la culture de la coca en Colombie, Bolivie et Pérou*. Document de travail. CIRAD-CP, Montpellier.
- Labrousse A. (2004). *Colombie : le rôle de la drogue dans l'extension territoriale des FARC-EP (1978-2002)*. Hérodote 2004/1, n° 112, La Découverte, 192 p.
- Moreno-Sanchez R., Kraybill D.-S., Thompson S.-R. (2003). *An Econometric Analysis of Coca Eradication Policy in Colombia*. *World Development*, vol. 31, Issue 2, February, p. 375-383.
- Penot E., Rivano F. (2001). *Appui méthodologique à la caractérisation des exploitations agricoles en régions amazonienne. Analyse systématique des systèmes de production*. Expérimentation en milieu paysan : mission de formation en Colombie, novembre/décembre 2001. Montpellier : CIRAD-TERA, 18-[48] p. CIRAD-TERA n° 88-01 ; THI n° 96-01.
- Pouzoullic J. (2002). *Les cultures illicites en Colombie : Les enjeux du développement alternatif dans une société en crise*. Mémoire de DEA en géographie tropicale. UFR de Géographie Paris IV, 104 p.
- Rivano F., Penot E., Eschbach J.-M. (1999). *Rapport de mission à PLANTE (Plan National de Desarrollo Alternativo)*. Colombie, 18 octobre au 4 novembre, Montpellier, CIRAD-CP, 7-[12] p. CP_SIC 1194.
- Ricardo Rocha Garcia. (2002). Les répercussions du trafic de drogue en Colombie. *Revue Tiers-Monde*, vol. 43, n°172, p. 915-937.
- Reyes A. (2005). La Violencia Política. In Marc Chernick (ed.), « *Prevencion de conflictos y alerta temprana: El caso de Colombia* », Washington DC and Bogota: United Nations Development Program, Georgetown University, and Universidad de los Andes.
- Restrepo J., Spagat M. Vargas Juan F. (2003). *The Dynamics of the Colombian Civil Conflict: A New Data Set*. Center for Economic Policy Research, Working Paper n° 4108, November.
- Tokatian J.-G. (2003). *The USA and illegal crops in Colombia: The tragic mistake of futile Fumigation*. Paper n° 3, June, Center for latin American Studies, University of California, Berkeley.
- Vanda Felbab-Brown (2005). The Coca Connection: Conflict and Drugs in Colombia and Peru. *The Journal of Conflict Studies*, 25 p.
- Uribé, Alvaro (2000). *Discours sur la lutte contre les cultures illicites*. Bogota.